



**l'Assurance
Maladie**

Agir ensemble, protéger chacun

**Centre de
Médecine
Préventive**

UNION DE CAISSES-CENTRE DE MEDECINE PREVENTIVE (UC-CMP)

2, rue du Doyen Jacques Parisot

54500 Vandœuvre-lès-Nancy

Tél. : 03.83.44.87.50

APPEL D'OFFRES 01-2026

Cahier des Clauses Administratives Particulières

Objet de la consultation :

**Prestations d'acheminement d'échantillons biologiques dans le cadre de
l'activité du laboratoire de l'UC –Centre de Médecine Préventive**

Date et heure limites de réception des offres

Mercredi 1^{er} avril 2026 à 12h00



SOMMAIRE

ARTICLE 1 - OBJET DU MARCHÉ	3
ARTICLE 2 - FORME DU MARCHÉ	3
ARTICLE 3 - DATE D'EFFET ET DURÉE DU MARCHÉ	3
ARTICLE 4 - DESIGNATION DES REFERENTS DU MARCHÉ	4
ARTICLE 5 - PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ	4
ARTICLE 6 - RENSEIGNEMENTS CONCERNANT LE TITULAIRE DU MARCHÉ	5
ARTICLE 7 - SOUS-TRAITANTS	5
ARTICLE 8 - DETERMINATION DES PRIX	6
8.1 Contenu des prix	6
8.2 Révision des prix	6
ARTICLE 9 - PENALITES ET SANCTIONS	7
ARTICLE 10 - MODALITES DE REGLEMENT	7
10.1 Facturation	7
10.2 Paiement	8
ARTICLE 11 - CHARTE DE RELATIONS RESPONSABLE ET DURABLE CLIENT / PRESTATAIRE EXTERNE	8
ARTICLE 12 - CLAUSE DE CONFIDENTIALITE	8
ARTICLE 13 - SUIVI DE LA RÉGLEMENTATION	8
ARTICLE 14 - RÉSILIATION DU MARCHÉ	8
ARTICLE 15 - RESPONSABILITE ET ASSURANCE	9
15.1 Responsabilité	9
15.2 Assurance	9
ARTICLE 16 - LITIGES	9

ARTICLE 1 - OBJET DU MARCHÉ

Le marché a pour objet les prestations d'acheminement d'échantillons d'origine biologique (sang, urines, écouvillons dans milieu de transport) et des documents liés aux prélèvements, en provenance :

- des sites de l'UC-Centre de Médecine Préventive situés à Longwy, Verdun, Saint-Dizier, Troyes, Chaumont,
- des Centres d'Examens de Santé de Metz, Mulhouse, Besançon, Belfort, Vesoul, Auxerre et Dijon.

vers le laboratoire de l'UC-Centre de Médecine Préventive (UC-CMP) situé à Vandœuvre-Lès-Nancy.

Les comptes rendus d'examens du laboratoire de l'UC-CMP, ou tout autre document jugé nécessaire, devront être acheminés vers les sites et Centres d'examens de Santé précités.

Condition particulière

Le laboratoire peut être amené à collecter les prélèvements d'autres Centres d'Examens de Santé (CES), dans la même région ou dans une région voisine. Dans ce cas, le prestataire de la tournée correspondante devra modifier la tournée en conséquence, selon les horaires imposés par les besoins des CES. Le prestataire selon la localisation du nouveau site à collecter, pourra également proposer une autre tournée rejoignant les tournées préexistantes. Ces ajouts feront l'objet d'un avenant au marché.

ARTICLE 2 - FORME DU MARCHÉ

La présente consultation est passée selon une procédure d'appel d'offres en application de l'article L2123-1 du code de la commande publique et à l'ordonnance n° 2018-1074 du 26 novembre 2018.

Le marché est soumis à la réglementation applicable aux marchés des organismes de sécurité sociale, soit à ce jour les dispositions de l'arrêté du 19 juillet 2018 portant réglementation sur les marchés publics des organismes de Sécurité Sociale.

Le présent marché n'est pas alloti.

ARTICLE 3 - DATE D'EFFET ET DUREE DU MARCHÉ

Le présent marché est conclu pour une période ferme de 12 mois à compter du 1er septembre 2026, *ou à la date de l'accusé de réception de la notification du marché si celle-ci est postérieure.*

A l'issue de cette période initiale, le marché est reconductible tacitement 3 fois par période de 12 mois, sans que la durée totale du marché puisse excéder 48 mois.

Toutefois, en cas de non reconduction, l'UC-CMP en informera le titulaire par courrier moyennant un préavis de deux (2) mois avant la fin de la période en cours.

De même, durant cette période de quatre (4) ans, l'UC-CMP aura la faculté de résilier le marché à tout moment, par lettre recommandée avec accusé de réception, moyennant un préavis d'un (1) mois.



ARTICLE 4 - DESIGNATION DES REFERENTS DU MARCHÉ

Pour une bonne gestion du marché ou pour tous renseignements, le responsable de l'organisme désigne le représentant qui sera l'interlocuteur privilégié du titulaire, en l'occurrence :

Union de Caisses – Centre de Médecine Préventive (UC-CMP)
2 rue du Doyen Jacques Parisot 54500 Vandœuvre-lès-Nancy
Affaire suivie par :
Département Budget - Achats – Contrôle de Gestion
Tél. 03.83.44.94.62
e-mail : achats-administration.uc-cmp@assurance-maladie.fr

De même, le candidat désignera les personnes référentes de ce marché qui seront les seuls interlocuteurs de l'organisme.

Fonction	Nom et prénom	Coordonnées (téléphone, fax, email)

ARTICLE 5 - PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ

Par dérogation à l'article 4 du CCAG-FCS, les pièces constitutives du présent marché sont par ordre de priorité décroissante :

- L'acte d'engagement et son annexe n°1 et l'offre de prix,
- Le cadre de réponse technique et d'engagement en matière de développement durable à compléter et à signer,
- Le présent Cahier des Clauses Particulières (CCAP), accepté sans modifications par le titulaire, à compléter et à signer,
- Le présent Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP), accepté sans modifications par le titulaire, à compléter et à signer,
- Le mémoire méthodologique et le calendrier de déploiement remis avec l'offre par le candidat,
- L'acte contractuel de confidentialité du prestataire externe à compléter et à signer,
- La Charte de relations responsable et durable Client / Prestataire externe,
- L'acte contractuel des contrôles d'accès et des mesures de sécurité,
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de de fournitures courantes et services (CCAG – FCS) approuvé par l'arrêté n°0078 du 30 mars 2021,



- L'arrêté du 19 juillet 2018 portant réglementation sur les marchés publics des organismes de sécurité sociale,
- Le code de la commande publique,
- Toutes dispositions réglementaires ou législatives, nationales ou européennes en vigueur au jour d'exécution de la prestation.

Aucune réserve, qui serait apportée aux pièces désignées ci-dessus lors de la remise de l'offre puis durant l'exécution de l'accord-cadre, n'est admise. Le Titulaire s'engage à respecter toutes les stipulations incluses dans les documents contractuels du présent marché.

ARTICLE 6 - RENSEIGNEMENTS CONCERNANT LE TITULAIRE DU MARCHÉ

Le titulaire du présent marché déclare par la signature de la présente :

- ✍ Avoir satisfait aux obligations fiscales et sociales ;
- ✍ Ne pas avoir fait l'objet, au cours des 5 dernières années, d'une condamnation inscrite au bulletin n° 2 du casier judiciaire pour les infractions visées aux articles L8221-1, L 8231-1, L8241-1, et L8251-1 du Code du Travail ou des infractions de même nature dans un autre état de l'Union Européenne (DC2).

ARTICLE 7 - SOUS-TRAITANTS

Le titulaire du marché peut sous-traiter l'exécution de certaines parties des prestations, à condition expresse d'avoir obtenu du pouvoir adjudicateur l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement de chaque contrat de sous-traitance.

Le titulaire demeure personnellement responsable de l'exécution de toutes les obligations résultant du marché.

Les articles R. 2193-1 et R. 2193-3 du code de la commande publique listent les éléments qui doivent obligatoirement figurer dans la déclaration de sous-traitance et les modalités de cette déclaration selon que la demande de sous-traitance est effectuée au moment du dépôt de l'offre par le candidat ou après la notification du marché.

La déclaration de sous-traitance contenant l'ensemble de ces éléments est soit remise directement auprès de l'acheteur contre récépissé soit envoyée par courrier recommandé avec accusé de réception. Dans l'hypothèse d'une déclaration d'un sous-traitant en cours d'exécution du contrat, la présentation du sous-traitant à l'acheteur doit avoir lieu avant le règlement du marché public au titulaire.

- **Lorsque la demande de sous-traitance est effectuée concomitamment au dépôt de l'offre par le candidat au marché public, celle-ci doit contenir :**

- la nature des prestations sous-traitées ;
- le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant ;
- s'agissant des marchés publics de défense ou de sécurité, le lieu d'exécution des prestations sous-traitées ;
- le montant maximum des sommes à verser au sous-traitant ;
- les conditions de paiement prévues par le projet de contrat de sous-traitance et, le cas échéant, les modalités de variation des prix ;
- les capacités du sous-traitant sur lesquelles l'opérateur économique s'appuie ;

- une déclaration attestant que le sous-traitant n'est pas placé dans un des cas d'exclusion de la procédure de passation mentionné au chapitre Ier du titre IV du code.

- **Lorsque la demande de sous-traitance est effectuée après la notification du marché public, celle-ci doit contenir :**

- l'ensemble des éléments susmentionnés ;

- ainsi que l'exemplaire unique ou le certificat de cessibilité ou une attestation ou une main levée du bénéficiaire de la cession ou du nantissement de créance afin d'établir qu'aucune cession ni aucun nantissement de créance résultant du marché public ne font obstacle au paiement direct du sous-traitant.

Le candidat ou titulaire doit remettre également au pouvoir adjudicateur, une déclaration du sous-traitant indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup d'une interdiction d'accéder aux marchés publics.

Lorsque le montant de la sous-traitance apparaît anormalement bas, l'acheteur met en œuvre les dispositions de l'article de l'article 14 du Décret n°2018-1075 du 3 décembre 2018.

La notification du marché emporte acceptation du sous-traitant et agrément des conditions de paiement. Dans le cas où la demande de sous-traitance est présentée après le dépôt de l'offre, le titulaire remet contre récépissé au pouvoir adjudicateur ou lui adresse par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, une déclaration spéciale (formulaire DC4) contenant les renseignements susmentionnés.

La sous-traitance en totalité est interdite.

ARTICLE 8 - DETERMINATION DES PRIX

8.1 Contenu des prix

Les fournitures, prestations et services visés au présent marché seront chiffrés sur les bases des renseignements fournis au CCTP du présent marché.

Le marché est traité à prix forfaitaire établi aux conditions économiques du mois du dépôt de l'offre.

8.2 Révision des prix

Les prix du marché sont révisibles par ajustement.

L'ajustement se fait en une seule fois par année à la date anniversaire, selon la formule suivante :

$$P = P_0 \times (I/I_0)$$

Dans laquelle :

P = nouveau prix

P₀ = prix stipulé dans le marché

I = Valeur du dernier indice connu à la date de la révision des prix

I₀ = valeur de l'indice à la date de remise des offres

Le coefficient d'ajustement sera arrondi au 1/1000^{ème} supérieur.

L'indice de référence I choisi en raison de sa structure pour l'ajustement des prix faisant l'objet du marché est l'indice « Nomenclature COICOP : 07.3.6 – Services de transport divers » (disponible sur le site internet <https://www.insee.fr/fr/statistiques/serie>) ; dernier indice connu : octobre 2025 : 121,93

ARTICLE 9 - PENALITES ET SANCTIONS

En toutes conditions, le prestataire s'engage à mettre en œuvre tous les moyens humains et techniques pour assurer la prestation de transport et les horaires fixés à l'annexe 1 de l'Acte d'Engagement.

Dans l'hypothèse où le prestataire n'est pas en capacité d'accomplir la prestation, il doit **immédiatement** en informer l'UC-CMP par mail et téléphone.

Dans tous les cas de défaillance, l'UC-CMP se réserve alors le droit de faire appel à un autre prestataire de son choix. Si le prix des prestations ainsi fournies s'avérait supérieur aux prix consentis par le Titulaire, celui-ci supporterait personnellement cet excédent qui pourrait être prélevé sur les sommes lui étant dues.

ARTICLE 10 - MODALITES DE REGLEMENT

10.1 Facturation

Le titulaire du marché établira ses factures et les transmettra à l'UC-CMP via le portail de dématérialisation CHORUS PRO, solution informatique gratuite et sécurisée :

UNION DE CAISSES – CENTRE DE MEDECINE PREVENTIVE
DEPARTEMENT BUDGET - ACHATS – CONTROLE DE GESTION
2, RUE DU DOYEN JACQUES PARISOT
54500 VANDOEUVRE-LES-NANCY

Ce document comptera en plus des mentions légales les indications suivantes :

- un numéro de facture,
- la référence du marché
- le secteur d'intervention (Laboratoire, Département informatique, Département Relation Clientèle)
- le numéro de compte postal ou bancaire,
- les BIC et IBAN,
- les prestations exactement définies,
- les montants H.T., T.V.A. et T.T.C.,
- la date de facturation.

Pour information, lors du dépôt des factures sur le portail CHORUS PRO, les informations suivantes devront être obligatoirement indiquées :

- Le numéro de SIRET 783 371 289 00019, qui identifiera l'UC-CMP Centre de Médecine Préventive en tant que destinataire de la facture,
- Le code service qui permettra de distinguer les différents services d'une même structure. Pour vous : SERVICE FACTURIER
- Le numéro d'engagement qui correspond au NUMERO DE COMMANDE
- A défaut de numéro de commande, il conviendra de mentionner le numéro du marché tel qu'il figure sur l'acte d'engagement qui vous a été notifié, ou, à défaut, toute référence permettant d'identifier votre prestation.

Si lesdites factures ne sont pas conformes, elles seront retournées au Titulaire, et le délai global de paiement suspendu.

10.2 Paiement

Le paiement des factures intervient suivant les règles de la commande publique, dans les conditions prévues au C.C.A.G-F.C.S.

Les sommes dues au titre du marché sont réglées par virement bancaire. Le paiement interviendra dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception de la facture, sous réserve qu'aucune anomalie ne soit relevée lors de sa vérification, conformément au code de la commande publique. Le défaut de paiement dans les délais ci-dessus ouvre droit sans formalité au versement d'intérêts moratoires. Le taux est celui de l'intérêt légal en vigueur à la date à laquelle les intérêts ont commencé à courir, augmenté de 2 points. Ce taux est fixé chaque année par décret.

ARTICLE 11 - CHARTE DE RELATIONS RESPONSABLE ET DURABLE CLIENT / PRESTATAIRE EXTERNE

Cette charte a pour objet d'une part, d'informer les prestataires externes qu'ils font l'objet d'une évaluation, a posteriori, sur leurs aptitudes à fournir à l'UC-CMP un produit, un service ou une prestation conforme aux exigences d'achat spécifiées dans le dossier de consultation du marché concerné et dans les bons de commande émis et d'autre part, de leur en préciser les modalités, ainsi que les éventuelles conséquences sur les relations contractuelles.

ARTICLE 12 - CLAUSE DE CONFIDENTIALITE

Chaque partie s'engage à considérer comme strictement confidentielles toutes les informations qui lui seront communiquées par l'autre partie, dans le cadre de l'exécution du présent marché. A ce titre, le titulaire du contrat s'engage à respecter les termes du contrat stipulés dans l'acte contractuel de confidentialité du prestataire externe.

L'UC-CMP se réserve le droit de procéder à toute vérification permettant de s'assurer du respect des obligations du titulaire du marché en la matière.

ARTICLE 13 - SUIVI DE LA REGLEMENTATION

Le titulaire est responsable des diverses réglementations et dispositions nominatives visant les utilisations de l'énergie.

Il a l'obligation d'informer la personne responsable du marché de toutes nouvelles dispositions d'ordre réglementaire.

ARTICLE 14 - RESILIATION DU MARCHE

L'UC-CMP se réserve le droit de résilier le marché dans le cas de non-respect de la législation en vigueur relative aux prestations du marché et dans le cas de manquements répétés aux engagements du prestataire (retards, non respect des conditions de transports souhaitées...) signifiés par lettre recommandée au prestataire.

L'UC-CMP pourra également résilier le marché en cas d'impossibilité du prestataire pour répondre aux éventuelles modifications d'horaire, de jours de passage ou d'extension de tournées imposées pour le fonctionnement du laboratoire et des CES.



ARTICLE 15 - RESPONSABILITE ET ASSURANCE

15.1 Responsabilité

Pendant la durée d'exécution du contrat, LE TITULAIRE est responsable des dommages qui pourraient être causés directement ou indirectement soit aux personnes, soit aux biens, soit aux installations dont il assure l'exploitation.

Sont exclus de la responsabilité du titulaire, sous bénéfice de preuves apportées par celui-ci, les dommages et conséquences dus à l'intervention perturbatrice d'un tiers que le titulaire n'a pas ou matériellement la possibilité d'empêcher. On entend par intervention perturbatrice, toute action portant directement ou indirectement atteinte à l'exécution des prestations objet du marché.

15.2 Assurance

Le titulaire est tenu de produire à l'UC-CMP, dès le dépôt de l'offre, une attestation d'assurance confirmant la garantie intégrale des conséquences pécuniaires de la responsabilité générale et/ou professionnelle en cas d'accidents ou de dommages causés à l'occasion de l'exécution des prestations du marché.

Cette attestation devra mentionner :

- le nom et le siège social de la compagnie d'assurance
- l'identité du courtier ou agent général auprès duquel est souscrite cette police
- les références de la police
- le contenu de la garantie
- le montant de la garantie
- le point de départ de la police d'assurance et de sa fin.

Lors du renouvellement de sa police d'assurance, et au plus tard à la date d'anniversaire du présent marché, le titulaire est tenu de produire une nouvelle attestation confirmant le maintien des garanties.

ARTICLE 16 - LITIGES

Pour tout litige, le tribunal compétent est le Tribunal de Grand Instance dans le ressort duquel se trouve l'UC - Centre de médecine préventive.

Le Candidat,
Signature et cachet de l'entreprise,
Précédés de la mention

« Lu et approuvé sans réserve ou
modification »

Dressé par le responsable du marché,
A Vandœuvre-lès-Nancy, le 23 février 2026

L'Union de caisses – Centre de Médecine Préventive
La personne représentant le pouvoir adjudicateur,

Pour le Directeur,
Christian PALLAS

Le Directeur Adjoint,
Rémy BRUNCK